



PESTICIDES LE PRIX À PAYER

*Dossier spécial réalisé par
François Meienberg,
Lars Neumeister et
Mira Portmann.
Traduit et adapté de l'allemand
par Aurélie Napi
et Patrick Durisch*

A person wearing a yellow shirt is using a pesticide applicator to spray a field. The applicator is a long-handled device with a cylindrical tank and a spray nozzle. The background shows a dense line of green trees. The scene is outdoors, likely in a rural or agricultural setting.

En 1962 déjà, Rachel Carson abordait, dans son livre *The silent spring* (*Le printemps silencieux*, dans la traduction française), la question des conséquences dévastatrices des pesticides et, en particulier, du DDT sur l'environnement. A la suite de cet ouvrage, la question des conséquences négatives de l'utilisation des pesticides sur la santé et l'environnement a été une préoccupation politique de premier plan. Les producteurs de pesticides, comme Monsanto ou DuPont, ont alors engagé d'énormes moyens pour faire de la contre-information et vanter l'utilisation de leurs produits. Après un combat de longue haleine, la vérité a fini par l'emporter et, dans les années 1970, l'utilisation du DDT dans l'agriculture a été interdite dans de nombreux pays industrialisés. En 2004, la Convention de Stockholm l'a prohibée presque partout dans le monde.

L'histoire du DDT montre que des produits qui ont des conséquences désastreuses continuent d'être commercialisés bien trop longtemps en raison des pressions exercées par l'industrie. C'est pourquoi le travail d'information et de sensibilisation des ONG reste indispensable. En effet, bien que les conséquences des pesticides ne fassent plus la une de l'actualité, elles n'en sont pas pour autant moins désastreuses : que l'on pense aux millions d'utilisateurs intoxiqués par les pesticides ou aux victimes de maladies chroniques, comme le parkinson ou le cancer, ou encore à la destruction de l'environnement par des substances qui provoquent la dégradation de la couche d'ozone et la pollution des eaux souterraines.

Développer une agriculture qui ménage l'environnement et les ressources, tout en nourrissant l'humanité, est non seulement envisageable, mais c'est aussi la seule voie viable à long terme. Les dérapages qui se sont produits par le passé n'ont été possibles que parce que les gouvernements n'ont pas pris les mesures nécessaires. C'est l'industrie qui a dicté sa loi en matière de réglementation des substances dangereuses, ce qui a entraîné d'importantes lacunes. C'est le rôle de la politique de poser les jalons vers une agriculture durable.

LES EFFETS PERVERS DES PESTICIDES SUR LA SANTÉ

DES MILLIERS DE PAYSANS VICTIMES D'INTOXICATIONS

Chaque année, plus d'un million de paysans et de travailleurs agricoles sont intoxiqués par des pesticides dans le monde. Des dizaines de milliers de personnes meurent à cause de ces produits. Ces empoisonnements sont dus à des pesticides hautement toxiques, interdits depuis longtemps en Europe. Ils sont aussi liés à l'impossibilité, pour les utilisateurs, surtout dans les pays du Sud, de se protéger adéquatement.

La majorité des intoxications a lieu dans les pays du Sud, où il est impossible de recenser tous les empoisonnements. Au début des années 1990, l'OMS estimait qu'un million de personnes environ avaient été gravement intoxiquées non intentionnellement et avaient dû être hospitalisées. Ce chiffre ne prend pas en compte les maladies chroniques. On estime le nombre de décès liés aux pesticides à 20000 par année (sans compter les suicides), dont 99% dans les pays en développement. En Amérique centrale, on considère que les chiffres connus ne représentent que 2% des cas.

Si ce chiffre est aussi important, c'est également parce que les utilisateurs de pesticides dans les pays du Sud ne disposent souvent pas de protection suffisante, pour des raisons de disponibilité, de prix ou d'adéquation au climat. Les indications de sécurité ne sont souvent pas comprises en raison du fort taux d'analphabétisme.

Il existe un code de conduite de la FAO pour la distribution et l'utilisation des pesticides, mais que l'industrie ne respecte pas. Par conséquent, la seule solution est d'interdire, au niveau tant national qu'international, les produits hautement dangereux.

DES MALADIES CHRONIQUES LIÉES AUX EFFETS INSIDIEUX DES PESTICIDES

De nombreuses études montrent que l'utilisation de pesticides augmente le risque de souffrir de certaines maladies chroniques. Des substances officiellement reconnues comme étant cancérigènes, rendant stériles ou endommageant le système nerveux, continuent pourtant d'être utilisées dans le monde.

Entre 1977 et 1979, le pesticide DBCP a été retiré du marché aux Etats-Unis, parce qu'on le soupçonnait de rendre les hommes stériles. Pourtant, des entreprises états-uniennes comme Dole ont continué d'en utiliser dans leurs plantations de bananes en Amérique centrale. Aujourd'hui, on estime que 60000 hommes environ sont devenus stériles à cause du DBCP. Aux Etats-Unis, des procédures judiciaires ont été engagées à la fin des années 1990 contre son producteur, Dow AgroSciences, et contre Dole. En général, il est difficile d'établir un lien de cause à effet direct entre un pesticide et une maladie chronique, comme pour le DBCP. Les maladies chroniques peuvent avoir plusieurs causes et, souvent, se déclarent bien après l'exposition. De plus, les utilisateurs travaillent souvent avec différents pesticides. Plusieurs enquêtes, réalisées notamment par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), ont relevé que les utilisateurs de pesticides présentent un risque accru de développer un cancer.

Une exposition aux pesticides peut également avoir une incidence sur le risque de contracter d'autres maladies chroniques: diabète, surcharge pondérale, trouble du déficit de l'attention/hyperactivité (TDAH), asthme, dermatite et parkinson, notamment. Le paraquat, un herbicide commercialisé par Syngenta, est considéré comme étant l'une des causes du déclenchement du parkinson, une maladie dégénérative du système nerveux central. Le lien entre le TDAH et un groupe d'insecticides a pu être établi par la présence de composants dans l'urine des enfants qui souffrent de ce trouble.

L'industrie, en exerçant de fortes pressions, veille à ce que les Etats n'appliquent pas le principe de précaution. Les autorités se contentent d'une évaluation des risques immédiats, qui ne tiennent pas suffisamment compte des conséquences à long terme et des effets indésirables.



© Fotolia

CES PESTICIDES QUI PERTURBENT LE SYSTÈME HORMONAL

Depuis le début des années 1980, on constate une recrudescence de poissons et d'amphibiens mâles présentant aussi des caractères sexuels femelles. L'origine de cette féminisation a pu être associée, dans les années 1990, à des «substances perturbant le système hormonal». Parmi celles-ci, de nombreux pesticides.

On suppose que quelque 150 pesticides, dont certains comme l'atrazine de Syngenta, sont utilisés en grande quantité dans le monde et perturbent le système hormonal. Ces produits, qui polluent nos rivières et nos eaux souterraines, se retrouvent dans notre alimentation. Ils agissent sur la reproduction de presque tous les animaux et concernent aussi les êtres humains. En comparant les résultats de différentes expériences, on a constaté que les pesti-

cides ont surtout un effet antiandrogène, changeant les hormones mâles en hormones œstrogènes (femelles).

Les substances qui perturbent le système hormonal interviennent directement dans les organismes vivants. Presque tous les enfants sont déjà contaminés par ces substances dans le ventre de leur mère, avec les conséquences que cela implique: certains de ces produits chimiques peuvent modifier le développement sexuel de l'en-

fant, d'autres influent sur son comportement et son intelligence, d'autres encore affaiblissent son système immunitaire ou provoquent des cancers. Puisque le système hormonal réagit à la moindre modification, on peut supposer que même des concentrations très faibles peuvent avoir des conséquences significatives.

Tous les gros producteurs de pesticides commercialisent des produits qui peuvent perturber le système hormonal. Parmi les plus vendus: l'atrazine (Syngenta), le 2,4-D (DowAgroScience, BayerCrop Science et Nufarm, entre autres) et le mancozèbe (tous les producteurs). L'UE a déjà décidé de ne plus donner d'autorisation pour les pesticides qui perturbent le système hormonal, mais elle n'a pas encore mis au point une liste de critères précis. Ces substances devraient être retirées du marché dans le monde entier.

DES RÉSIDUS INDÉSIRABLES DANS NOTRE ALIMENTATION

Les fruits et légumes issus de l'agriculture conventionnelle contiennent dans plus de 70% des cas des résidus de pesticides. Pour certaines sortes, les concentrations sont assez élevées pour présenter des risques pour la santé.

Parmi les quelque 350 pesticides détectés dans nos aliments, nombreux sont ceux dont on soupçonne qu'ils sont dommageables pour la santé. Le cyprodinil et le fludioxonil sont deux fongicides développés par Ciba-Geigy et commercialisés aujourd'hui par Syngenta; au cours des années 2009 et 2010, des résidus de ces produits ont été détectés dans environ 60 sortes différentes de fruits et légumes en Europe. Des expériences montrent que ces substances peuvent perturber le système hormonal. Le boscalide, un fongicide développé par BASF et commercialisé pour la première fois en 2002, est l'un des produits les plus souvent détectés dans les fruits et les légumes. Les autorités environnementales américaines l'ont catégorisé comme étant «potentiellement cancérigène». Le fongicide carbendazime, qui est mutagène et présente un danger pour le système reproductif, développé conjointement par BASF, Hoechst (maintenant BayerCropScience) et DuPont, a été détecté dans plus de 70 aliments différents, ces dernières années.

Même si l'évaluation des risques effectuée par les Etats fixe des teneurs maximales en pesticides prétendument sûres, on ne connaît pas les risques liés aux résidus de pesticides pour notre santé. En effet, leur évaluation se fonde sur des hypothèses et des données dépassées. L'idée selon laquelle une substance qui ne montre pas d'effets à forte dose n'est pas dangereux à faible dose doit être sérieusement questionnée. Les substances qui endommagent le système hormonal, par exemple, peuvent avoir des conséquences plus graves dans de faibles concentrations qu'à fortes doses. De plus, l'évaluation actuelle des risques ne tient compte de chaque substance qu'individuellement. Or, on a détecté la présence de plus de 20 pesticides différents dans plusieurs échantillons d'aliments. A chaque repas, nous ingérons donc un véritable cocktail de pesticides.



© www.fao.org

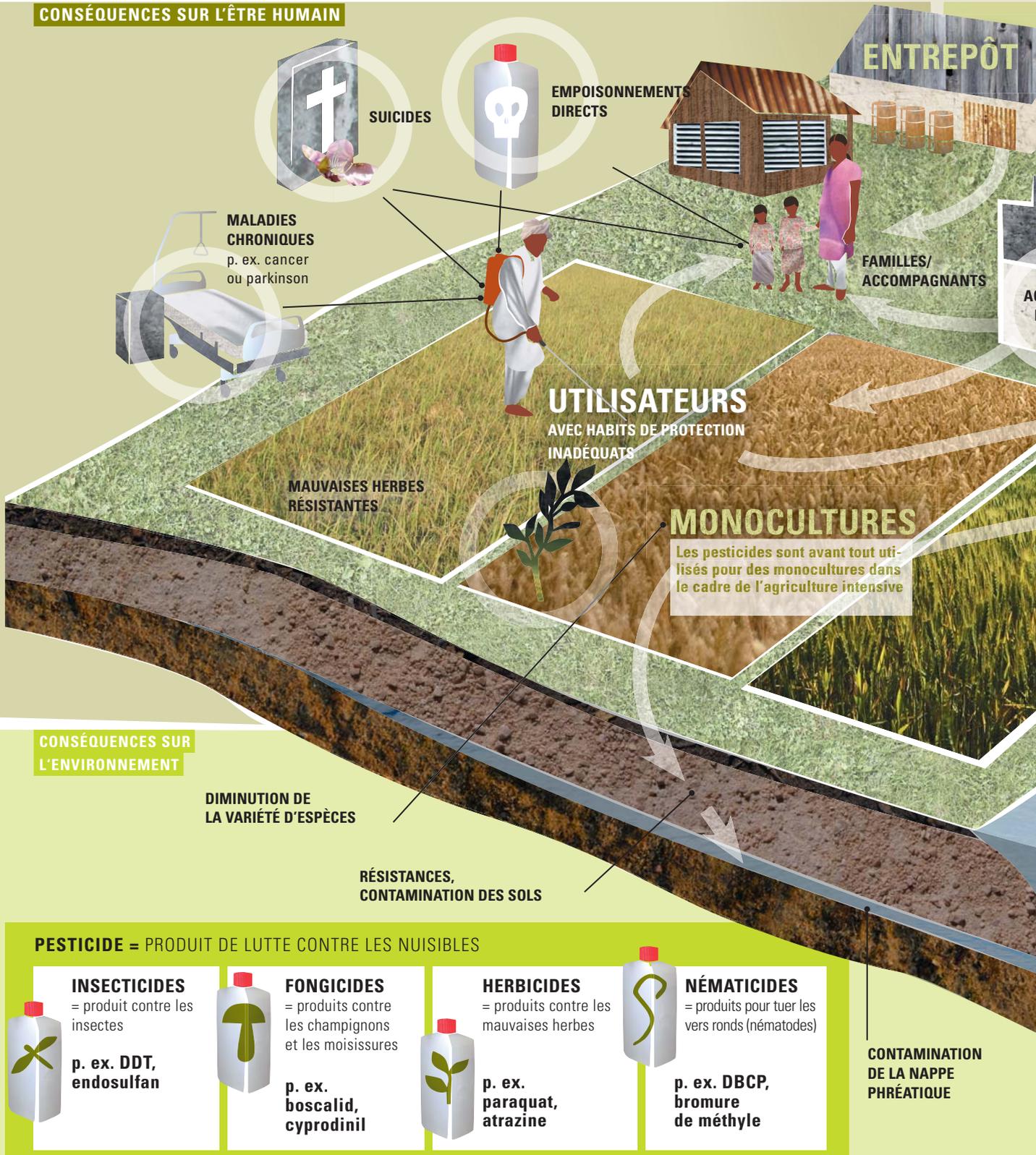
DES PESTICIDES UTILISÉS POUR SE SUICIDER

L'ingestion volontaire d'un pesticide est la méthode la plus utilisée dans le monde pour se suicider: 250 000 à 370 000 personnes meurent chaque année de cette manière. La part de suicides par ingestion de pesticides varie très fortement selon les régions. Toutefois, elle ne dépend pas de la quantité de pesticides utilisés dans une région, mais de leur toxicité. L'un des pesticides les plus utilisés dans ce but est le paraquat produit par Syngenta. Il cause chaque année des dizaines de milliers de décès. Dans de nombreux pays, il est le premier moyen employé pour se suicider. Une gorgée suffit pour tuer, car ce produit est hautement toxique et il n'existe pas d'antidote.

Pour en savoir plus:
www.ladb.ch/pesticides

DISSÉMINATION ET RISQUES LIÉS AUX PESTICIDES

L'utilisation de pesticides a des conséquences majeures sur l'être humain et l'environnement. De leur production jusqu'à la consommation des aliments, en passant par leur utilisation dans les champs, ils laissent derrière eux les traces d'un destin funeste, qui profite uniquement aux gros fabricants de pesticides.



Le chiffre d'affaires mondial des pesticides est estimé à 44 milliards de dollars. Les parts de marché des 10 plus grandes entreprises se montent à 90 % Source : ETC Group, 2011



CONSÉQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'ENTREPOSAGE INADÉQUAT des pesticides entraîne de graves problèmes de santé et d'environnement

DESTRUCTION DE LA COUCHE D'OZONE

MORT DES ABEILLES

ENVIRONNEMENT

Les pesticides touchent d'autres espaces vitaux par infiltration, évaporation ou écoulement

CONTAMINATION DES COURS D'EAU

CONTAMINATION DE L'EAU POTABLE (p. ex. atrazine)

DES PESTICIDES AGISSANT SUR LES HORMONES ont une influence directe sur les bases d'existence des animaux et des êtres humains.

DÉTAILLANT

CONSOMMATEURS
EN S'ALIMENTANT, LES ÊTRES HUMAINS CONSOMMENT DES PESTICIDES ET S'EXPOSENT AINSI À CERTAINS RISQUES DE MALADIES

CONSÉQUENCES SUR L'ÊTRE HUMAIN

RÉSIDUS dans 80 % de toutes les sortes de fruits et légumes

ACCIDENTS DANS LES USINES

FÉMINISATION DES GRENOUILLES

Les pesticides ne se décomposent pas; ils se déposent dans le tissu adipeux et **S'ACCUMULENT DANS LA CHAÎNE ALIMENTAIRE.**

DÉCIMATION D'ANIMAUX vivant dans et/ou dépendant de l'eau

L'IMPACT DES PESTICIDES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les pesticides polluent l'environnement. Aucun écosystème n'est épargné. Les effets se font sentir des eaux souterraines jusque dans l'atmosphère. Quelques exemples inquiétants.

Pollution des eaux souterraines

Selon l'United States Geological Survey (USGS), environ 75 % des échantillons analysés pour les rivières et 40 % pour les eaux souterraines se trouvant sous des domaines agricoles, contiennent des résidus d'atrazine (Syngenta), interdit en Suisse et dans l'UE. Dans l'ouest des Etats-Unis, 25 % à 75 % des puits sont contaminés. Les habitants d'Evansville (dans l'Indiana) ont traduit Syngenta en justice et demandent réparation pour la contamination de leur eau, qu'il n'est plus possible de boire sans la filtrer. En Europe aussi, bien que cette substance soit interdite depuis presque vingt ans, l'atrazine est l'un des pesticides les plus souvent détectés dans l'eau souterraine de nombreux pays.

Monocultures et couche d'ozone

Ces prochaines décennies, des milliers de personnes souffriront du cancer de la peau, parce que la couche d'ozone, abîmée par certains produits chimiques, filtre de moins en moins bien les rayons UV-B. Parmi les substances incriminées, un pesticide utilisé à grande échelle dans le cadre de monocultures : le bromure de méthyle, commercialisé par le producteur américain Dow Chemical (aujourd'hui Dow AgroSciences). Après utilisation, ce pesticide se transforme en une substance 60 fois plus nocive pour la couche d'ozone que les atomes de chlore qui forment les CFC. Le bromure de méthyle a été utilisé partout dans le monde pour les monocultures, jusqu'à ce que son interdiction soit promulguée par le Protocole international de Montréal pour la protection de la couche d'ozone. Depuis 1995, ce produit est de moins en moins utilisé.



La mystérieuse disparition des abeilles

Sans la pollinisation, les rendements de l'agriculture diminuent drastiquement et beaucoup de plantes sauvages meurent. La disparition des abeilles dans le monde entier et le déclin des pollinisateurs sauvages sont sans doute des conséquences de l'utilisation des pesticides. En mai 2009, plus de 7000 apiculteurs du Bade-Wurtemberg (Allemagne) alertaient sur la mort de leurs essaims. On a vite compris la raison de cette catastrophe : au moment des semailles de maïs, le pesticide «poncho», commercialisé par le géant Bayer CropScience, s'était détaché des semences. Alors que la mort des abeilles dans ce Land peut être clairement imputée au produit de Bayer, il est difficile de déterminer les causes de la disparition des abeilles au niveau mondial. On soupçonne également l'implication de parasites, comme le varroa et le nosema. Un groupe de scientifiques américains a pu prouver récemment qu'une infime quantité de l'insecticide imidaclopride affaiblit le système de défense des abeilles contre le nosema. Cet insecticide contribue donc à leur disparition et les apiculteurs demandent son interdiction dans le monde entier.

Les pesticides menacent la biodiversité

Malgré la Convention sur la diversité biologique signée en 1992, la disparition des espèces n'a pas ralenti. L'utilisation de pesticides y contribue, en rendant possibles les monocultures intensives et l'utilisation de grandes quantités d'engrais. Les herbicides et les insecticides font disparaître des espèces indispensables à la survie de certains êtres vivants. Par évaporation, ruissellement ou infiltration, les pesticides se répandent, pénètrent tous les biotopes et nuisent aux espèces qui y vivent. L'époque où les poissons et les oiseaux mouraient au regard de tous est révolue : aujourd'hui, la contamination de nos moyens d'existence se poursuit, mais de manière plus sournoise. En Europe, on constate un appauvrissement de la biodiversité aquatique, les espèces les plus fragiles s'éteignant à cause des pesticides.



© Fotolia

Polluants organiques persistants

Au mois de septembre 2011, des scientifiques ont rapporté le cas d'une fillette de 4 mois, en France, qui avait déjà ses menstruations et une poitrine développée. Ils ont découvert, dans le plasma sanguin de l'enfant et dans celui de ses parents, des résidus de DDT, de lindane et d'endosulfan. Ils font tous trois parties des produits dits polluants organiques persistants (POP), des substances chimiques massivement utilisées durant l'après-guerre. Ces POP ont une durée de vie très longue et, en se fixant dans les tissus adipeux, remontent la chaîne alimentaire. Les mères transmettent ces substances à leurs enfants par leur lait. Les animaux (notamment marins) en sont les principales victimes, surtout les rapaces, les ours blancs, les lions de mer, les baleines et les dauphins. De nombreuses populations de rapaces sont décimées par les POP, qui fragilisent la coquille des œufs et provoquent leur destruction.

Interdits dans les pays industrialisés, ces produits continuent pourtant d'être utilisés dans les pays du Sud et de l'Est. Le DDT est notamment encore employé pour lutter contre la malaria, et le lindane ainsi que l'endosulfan sont encore autorisés dans de nombreux pays hors de l'UE. En 2004, la Convention de Stockholm est adoptée, visant à interdire ces produits à l'échelle planétaire. Beaucoup de POP, du fait de leurs propriétés physiques, parcourent de grandes distances dans l'atmosphère et se répandent sur la Terre entière, rendant impossible leur élimination.

C'est un Suisse, Paul Müller, qui a développé l'insecticide DDT pour le groupe agrochimique Geigy (aujourd'hui Syngenta) et l'a fait breveter en 1940. En 1948, il a reçu le prix Nobel de chimie pour récompenser cette invention. Toutefois, quatorze ans plus tard, Rachel Carson publiera *Le printemps silencieux* (titre dans la traduction française), un livre dans lequel elle met en garde contre les conséquences de l'utilisation massive du DDT et d'autres insecticides.

Des conséquences sournoises

Il y a aussi d'autres conséquences, moins visibles, plus sournoises : des pesticides non utilisés sont entreposés inadéquatement dans des locaux miteux ou sur les champs. Ils constituent, dans de nombreux pays en développement, un grave problème tant sanitaire qu'environnemental. De par le monde, on estime à 250 000 tonnes le volume de ces bombes à retardement. Si les pesticides s'échappaient un jour de leurs conteneurs improvisés et se répandaient dans l'environnement, ils pourraient gravement intoxiquer des populations entières. On estime à 1,25 milliard de dollars le montant nécessaire pour éliminer ces substances. Les producteurs de pesticides, qui réalisent de larges bénéfices sur leur vente, ne prendront en charge qu'une toute petite partie de ces coûts. A ce jour, seulement 3000 tonnes de pesticides périmés ont pu être traitées.

LE CERCLE VICIEUX DES PESTICIDES

L'histoire de l'industrie des pesticides en est la preuve irréfutable : utiliser régulièrement un pesticide, en grande quantité, crée des problèmes à court ou à moyen termes. Depuis les années 1990, les producteurs de pesticides ont réussi, grâce aux manipulations génétiques, à mettre en place un système de production qui accentue encore ces problèmes.

Lorsque Monsanto, en 1996, a commencé à commercialiser des graines de soja RoundUp Ready, génétiquement modifiées, les agriculteurs des Etats-Unis et d'autres pays les ont acceptées rapidement et sans poser de questions. Ces graines de soja génétiquement modifiées sont résistantes à l'herbicide total glyphosate (nom de marque : RoundUp), ce qui permettait de traiter les champs entiers, et donc de réduire les dépenses engagées pour

lutter contre les mauvaises herbes. Aujourd'hui, environ 73 % des graines de soja produites dans le monde sont génétiquement modifiées. Tous les gros producteurs de pesticides développent des semences (surtout maïs, colza, coton, soja) qui sont modifiées pour résister, de préférence, aux pesticides qu'ils produisent.

Déjà en 2002, on a constaté aux Etats-Unis que certaines mauvaises herbes étaient devenues résistantes au RoundUp. Depuis, le problème dit des « super mauvaises herbes » a pris beaucoup d'ampleur – des millions d'hectares aux Etats-Unis, en Argentine et au Brésil sont touchés. Comme les agriculteurs combattent ces « super mauvaises herbes » avec d'autres pesticides, certaines espèces de plantes deviennent résistantes à plusieurs produits. Dans l'Illinois (USA), on a trouvé des mauvaises herbes résistant à cinq pesticides différents.

Que fait l'agro-industrie pour combattre ce problème ? Elle ne renonce pas au génie génétique. Ni ne s'engage pour l'agriculture biologique. Dow Agro-Sciences a récemment mis sur le marché de nouvelles espèces de maïs et de soja qui sont résistantes au RoundUp et au 2,4-D. Bayer CropScience aimerait développer des plantes capables de survivre lorsqu'elles sont traitées avec trois herbicides. Pioneer, une filiale

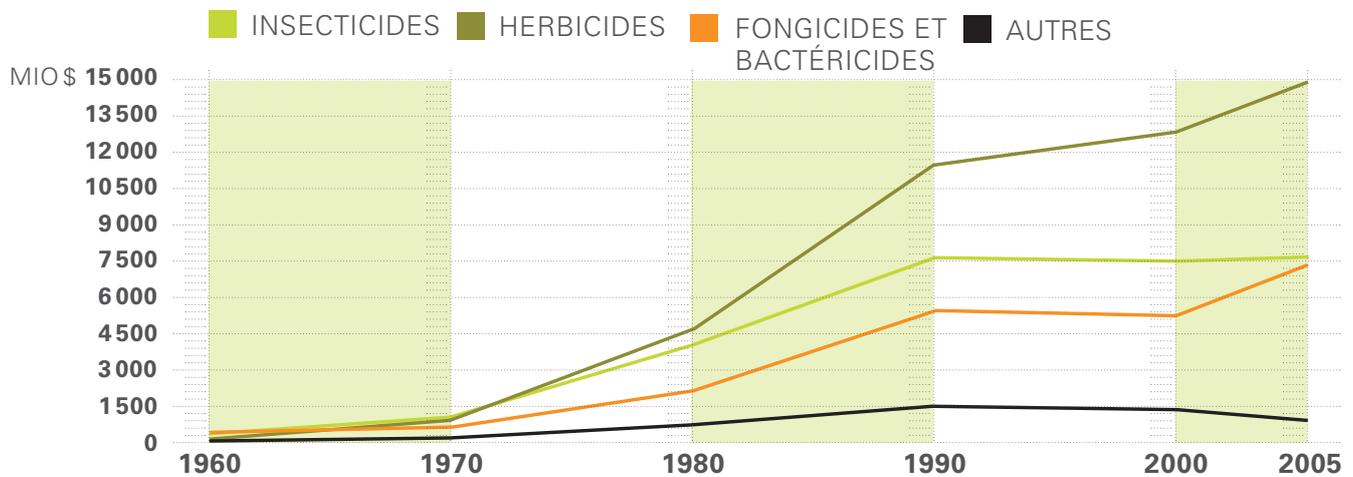
de DuPont, a obtenu, en Argentine, une autorisation pour une espèce de maïs qui résiste à tout un groupe d'herbicides. Pour redevenir maître de la situation, dans certains pays, on recommence à utiliser massivement du paraquat, pourtant hautement toxique. Pour l'industrie des pesticides, il semble que les mauvaises herbes résistantes sont payantes. Les agriculteurs américains, à cause du monopole sur le marché des semences, ne peuvent plus faire marche arrière et abandonner les semences génétiquement modifiées : ils sont contraints d'acheter des semences chères et les herbicides qui vont avec elles. L'industrie des pesticides réalise donc des bénéfices en « résolvant » des problèmes qu'elle a elle-même créés.

Actuellement, on ne connaît aucun moyen d'éliminer complètement une espèce d'herbe résistante, bien au contraire : toutes les solutions proposées par la chimie ont prouvé que les plantes s'habituent aux cocktails de pesticides. De nouvelles espèces génétiquement modifiées et des mélanges de plusieurs pesticides ne résoudront pas le problème. En revanche, d'autres méthodes de lutte contre les mauvaises herbes, comme l'assolement ou la culture des plantes en alternance, permettent d'empêcher la prolifération des mauvaises herbes.

A noter que l'Europe est beaucoup moins touchée par le problème des OGM et que certains pays, dont la Suisse, ont prononcé des moratoires.



AUGMENTATION DE L'UTILISATION MONDIALE DES PESTICIDES



Source: Wenjun Zhang et al.; Global pesticide consumption and pollution: with China as a focus.

LE CHEMIN VERS UNE AGRICULTURE DURABLE

Continuer ainsi n'est pas possible: c'est l'une des conclusions du Rapport sur l'agriculture mondiale – la plus importante étude portant sur un développement durable de l'agriculture. Ce bilan vaut aussi pour les pesticides, dont l'utilisation doit être limitée drastiquement. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) propose d'interdire progressivement les pesticides les plus dangereux.

La production de pesticides continue de croître très rapidement – avec toutes les conséquences négatives qu'elle implique. « Nous ne pouvons pas continuer ainsi » : c'est la conclusion du Rapport sur l'agriculture mondiale, basé sur une étude de grande ampleur portant sur l'agriculture commandée par plusieurs organisations de l'ONU et 58 pays (dont la Suisse).

Au lieu de miser sur des systèmes qui tendent uniquement à augmenter la production, quitte à risquer de détruire les ressources naturelles, il faut développer des systèmes agricoles écologiques et durables auxquels peuvent contribuer les savoirs traditionnels des petits paysans, dont les besoins doivent être prioritaires. La première étape: diminuer la quantité de produits chimiques utilisés. Pour ce faire, le Rapport sur l'agriculture mondiale propose, entre autres, d'internaliser les coûts environnementaux des pratiques non durables (par exemple, par une taxe sur les pesticides), d'instaurer des contrôles plus sévères quant aux résidus présents dans les aliments et d'encourager les systèmes de production alternatifs (comme l'agriculture biologique).

Indépendamment de ce rapport, la FAO a déjà décidé, en 2006, que diminuer les risques, y compris en interdisant progressivement les pesticides les plus dangereux, devait être une priorité. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision, il a fallu établir des critères pour définir les pesticides hautement dangereux. Le Pesticide Action Network (PAN), un réseau d'ONG qui coordonne le travail sur les pesticides, s'est fondé sur ces critères, en les complétant quelque peu (par exemple, en ajoutant le critère de la dangerosité pour les abeilles), pour établir une liste des pesticides qui devraient être interdits progressivement dès aujourd'hui. La liste des pesticides hautement dangereux établie par le PAN en comprend 446. Le producteur de pesticides Syngenta, basé en Suisse, commercialise encore plus de 50 de ces produits. Si les pesticides considérés comme étant hautement dangereux étaient retirés du marché, ce serait déjà un grand pas en avant.

DU BIO POUR NOURRIR LA PLANÈTE

S'engager dans l'agriculture biologique, c'est renoncer aux produits chimiques, aux engrais synthétiques et aux organismes génétiquement modifiés. Pourtant, selon de nombreuses études scientifiques, cette méthode de production permettrait de produire suffisamment de nourriture pour la population mondiale croissante, contrairement à ce que continuent de prétendre avec acharnement les multinationales agroalimentaires.

Plus de deux tiers des victimes de la faim sont des petits paysans dans les pays en développement. Des méthodes de production biologique adéquates leur permettraient d'augmenter considérablement leur rendement et de renforcer la souveraineté alimentaire de ces régions, sans recourir à des pesticides et à des engrais hors de prix, ni dépendre de semences brevetées. Comparativement à l'agriculture industrielle, la production biologique demande beaucoup de main-d'œuvre: les emplois ainsi créés peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté.

De plus, la production biologique propose une solution aux problèmes environnementaux causés par l'agriculture industrielle, qui dépend des produits chimiques et du pétrole. Elle consomme

moins d'eau et moins d'énergie, émet moins de gaz à effet de serre, augmente la fertilité naturelle des sols, lutte contre l'appauvrissement de la biodiversité et ne contamine pas les sols et les eaux avec des produits chimiques. Des normes internationales règlent la production biologique, outre le renoncement aux produits chimiques et au génie génétique: par exemple le compostage des déchets organiques ou l'assolement. Les différences par rapport à l'agriculture industrielle sont fondamentales. La certification « agriculture biologique » donne aux consommateurs un moyen de contrôle sur les produits qu'ils achètent.

Comme la production biologique se fonde sur l'utilisation de ressources locales et sur le cycle des saisons, elle

ne peut pas être globalisée. C'est aussi pour cette raison que de nombreux savoirs spécifiques sont nécessaires. Or, ce sont les paysans, contrairement à ce qui se passe dans l'agriculture industrielle, qui détiennent ces savoirs, qu'ils mettent en œuvre au quotidien. Parce qu'il n'y a rien à breveter et aucun nouveau marché sur lequel écouler des produits chimiques, les groupes agrochimiques privés ne feront pas les investissements nécessaires (tant pour la recherche que pour la formation). Ce sont les Etats qui doivent prendre le relais et jouer un rôle clé en fixant un cadre politique adéquat et en encourageant les investissements publics dans le développement et la diffusion de l'agriculture biologique.

La surface qu'occupe l'agriculture biologique certifiée a plus que triplé entre 1999 et 2010. Dans le monde, 37 millions d'hectares, répartis entre 1,6 million de producteurs, sont cultivés selon les règles de l'agriculture biologique. Cela représente environ deux fois la surface cultivable de l'Allemagne, mais moins de 1% des terres agricoles utilisées dans le monde. Environ deux tiers des personnes actives dans le secteur de l'agriculture biologique vivent en Asie et en Afrique, bien que ce soit en Océanie, puis en Europe et en Amérique latine, que la proportion de surface agricole reconvertie à la production biologique soit la plus importante.

Plus d'informations sur www.ifoam.org (site en anglais)

NOS REVENDICATIONS

Afin de réduire à long terme les dommages liés aux pesticides, il faut des lois et des règlements aisément applicables ainsi qu'un changement de comportement parmi tous les acteurs.

Les Etats

- Pour pouvoir évaluer les pesticides et, le cas échéant, les approuver, les Etats doivent être totalement indépendants de l'industrie. Pour ce faire, les processus d'homologation doivent être transparents et les bases de décisions rendues publiques. Ces deux conditions ne sont pas remplies.
- Les Etats doivent se fixer des objectifs ambitieux en matière de limitation de l'utilisation des pesticides. Il faut chiffrer ces objectifs de réduction et interdire les pesticides les plus dangereux.
- Pour autoriser un pesticide dans les pays en développement, il faut tenir compte des conditions réelles – sur place – dans lesquelles le produit va être utilisé. On a souvent extrapolé à partir de la situation dans les pays industrialisés.
- L'utilisation de pesticides engendre des coûts élevés pour la société. Ces coûts doivent être chiffrés et se répercuter sur le prix des pesticides (par des taxes et des impôts).
- Les Etats doivent procéder à des contrôles accrus pour ce qui est des résidus de pesticides dans les aliments.
- Les Etats doivent exiger des entreprises (productrices de pesticides) qu'elles leur rendent des comptes. Les victimes des pesticides doivent avoir la possibilité de demander réparation, et ce aussi dans le pays du groupe agrochimique.
- Les fonds investis dans la recherche de moyens non chimiques pour lutter contre les éléments nuisibles doivent être augmentés de façon considérable. Le financement pourrait provenir d'un impôt sur les pesticides, par exemple.
- Il faut renforcer les conventions internationales, comme les Conventions de Rotterdam et de Stockholm, et veiller à la mise en œuvre de nouvelles conventions. Il faut également éviter qu'un seul Etat puisse, par son droit de veto, entraver leur mise en œuvre et leur élargissement.

Les détaillants et les producteurs

- Les producteurs de biens agricoles ainsi que les acheteurs de ces biens doivent progressivement arrêter d'utiliser les pesticides les plus dangereux. Il faudrait notamment durcir les critères pour l'obtention de certains standards (comme GLOBALG.A.P.) ou labels (Rainforest Alliance, UTZ, etc.).
- Il faut augmenter progressivement la part de marché des produits biologiques.

L'industrie des pesticides

L'industrie des pesticides, qui continue de commercialiser des produits dangereux et exerce des pressions pour affaiblir les réglementations, est la principale responsable. C'est pourquoi elle doit:

- Respecter le code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
- Mettre en œuvre les principes directeurs de l'ONU sur les droits de l'homme et les entreprises.
- Se fixer des objectifs clairs en vue de réduire la toxicité et la nocivité des produits qu'elle commercialise. Ces objectifs, ainsi qu'une évaluation annuelle des progrès réalisés, devraient être publiés.

Les consommatrices et consommateurs

Pour contribuer à limiter l'utilisation des pesticides, les consommatrices et les consommateurs doivent préférer les produits bio. C'est le geste le plus simple qu'ils puissent faire, mais aussi la meilleure solution et le choix le plus rationnel pour leur santé. Il suffit qu'ils s'informent sur les labels pour orienter leur consommation et contribuer ainsi à améliorer la situation.